

Article 31 du Règlement

pour rentabiliser ces paniers percés, il faudra congédier massivement. Monsieur le Président, le NPD du Canada devra de temps en temps nous faire part de telles nouvelles.

* * *

[Traduction]

LES DROITS DE LA PERSONNE

LA VISITE DE YULI KOSHAROVSKY À OTTAWA

M. Bill Attewell (Markham): Monsieur le Président, Yuli Kosharovskiy a demandé pour la première fois en 1971 à émigrer de l'Union Soviétique. Après avoir présenté sa demande, il n'a plus pu exercer sa profession d'ingénieur radio. Il a occupé divers emplois, dont ceux de gardien de nuit et de manoeuvre.

Son épouse, Inna, est une mathématicienne diplômée de l'Université d'État de Moscou. On l'a elle aussi empêchée de travailler dans son domaine.

Comme il travaillait inlassablement à propager la culture juive et à enseigner l'hébreu, on a donné à Yuli l'étiquette infamante de traître. En 1987, lorsque j'ai rencontré Yuli à Moscou, on disait dans un grand journal de Moscou que jamais il ne serait autorisé à partir, et ce, parce qu'il possédait des secrets d'État.

Mais à la fin de l'année dernière, les prières de Yuli ont été exaucées. Sa famille et lui ont obtenu des visas de sortie et ils sont arrivés en Israël le 12 mars 1989. Leur lutte, qui a duré 18 ans, est terminée.

M. Kosharovskiy est aujourd'hui à Ottawa pour relater ses épreuves et pour exhorter le gouvernement canadien à continuer de presser l'Union Soviétique de respecter les droits de la personne.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

HOMMAGE AU TRÈS HON. JOHN TURNER

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, j'avais l'intention de parler des effets dévastateurs du budget dans ma propre circonscription et dans l'Ouest. Toutefois, compte tenu de l'annonce de la démission de notre chef, je voudrais dire quelques mots sur cet homme que je connais depuis plus de 25 ans de vie publique.

Pendant toutes ces années, M. Turner a été pour moi un grand maître et un mentor. Il m'a enseigné ce que c'était que la Chambre des communes, il m'a fait voir la valeur du Parlement canadien. En sa qualité de député de l'Ouest, il a parlé avec force et éloquence des intérêts de notre région. A titre de chef de notre parti, il a lutté pour

sauvegarder l'indépendance de notre pays et, au cours de la dernière campagne électorale, nous l'avons servi avec beaucoup de fierté.

En tant qu'ami et associé, il nous manquera, car il a pu nous enseigner le sens véritable de la Chambre des communes. Il nous manquera aussi en tant que député de l'Ouest. En outre, nous nous souviendrons pendant longtemps de la lutte qu'il a soutenue et du choix qu'il a offert aux Canadiens, en novembre 1988, en sa qualité de chef national.

* * *

• (1410)

L'ENVIRONNEMENT

HOMMAGE AUX MEMBRES DU GROUPE POWER

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, je tiens aujourd'hui à rendre hommage à un groupe de citoyens qui travaillent sans relâche pour une cause d'une importance capitale: je veux parler de l'environnement.

Ces bénévoles qui se sont réunis sous la bannière de POWER (Protect Our Water and Environmental Resources) ont récemment été nommés citoyens de l'année par la Chambre de commerce d'Acton.

Les membres de POWER, dont Ruth French, Ken McGregor et des centaines d'autres, sont parvenus à sensibiliser le public à d'importantes questions écologiques.

Ces citoyens savent que l'avenir réside dans le recyclage, la récupération, la réutilisation et l'importance de repenser notre façon de traiter l'environnement.

Ils s'opposent à l'implantation d'autres sites de décharge, notamment d'un site de ce genre dans une carrière dangereuse, car il risquerait de polluer la nappe d'eau souterraine qu'utilisent des milliers de personnes dans ma circonscription. J'appuie d'emblée ces citoyens et écologistes.

* * *

LES PÊCHES

L'INDUSTRIE DES PÊCHES EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. David D. Stupich (Nanaïmo—Cowichan): Aujourd'hui, à Vancouver, il y a un rassemblement de gens qui vivent de l'industrie des pêches en Colombie-Britannique. Ce rassemblement a pour objet de protester contre le nouveau règlement du gouvernement conservateur qui va dépouiller l'industrie canadienne de son poisson et de ses emplois. Les néo-démocrates appuient ces travailleurs.